



Silence radio

{Recueil de textes
à propos de sabotage, de répression
et de signaux de fumée depuis la clandestinité,
Zurich, 2016}

SANS PATRIE

brochures anarchistes
& internationalistes

Après le recueil de textes de *Sin banderas ni fronteras* (Chili) et celui sur le Mexique, nous continuons –avec celle que vous avez entre les mains sur Zurich (Suisse)– la série de brochures autour des questions de l'attaque, de la solidarité et de la répression, d'un point de vue anarchiste et internationaliste.

Conscients que d'autres individus s'y sont attelés avant nous, nous tenions également à signaler quelques autres parutions qui s'inscrivent dans une même continuité d'idées et de pratiques solidaires sans frontières.

Sans Patrie :

- *Silence radio, à propos de sabotage, de répression et de signaux de fumée depuis la clandestinité (Zurich, 2016)*, juin 2017, 20 p., A5
- *Face à face avec l'ennemi. Recueil de textes de compagnons incarcérés au Mexique suite à des attaques (janv. 2012/août 2014)*, août 2014, 64 p., A5
- *Notre meilleure défense c'est l'attaque, recueil de textes de Sin banderas ni fronteras (Chili)*, janvier 2014, 32 p., A5

Quelques titres :

- *Allonger la main. A propos de quelques braquages de banques à Aix-en-Chapelle en Allemagne...*, août 2016, 40p., A5
- *En armant notre chemin, sans transiger ni négocier Ecrits en solidarité et communiqués de Mónica Caballero et Francisco Solar*, mars 2016, 40 p., A5
- *Jusqu'à détruire la dernière des cages. Écrits en solidarité et communiqués de Mónica Caballero et Francisco Solar*, avril 2014, 20 p., A5
- *Présentation de Pestifera la mia vita, autobiographie de Claudio Lavazza*, avril 2012, 36 p., A5
- *Peste noire. Autour de la mort d'un compagnon au Chili, mais pas seulement*, juillet 2009, 16 p., A3
- *Pour que ce juillet-là redevienne une menace. Sur le procès contre les rebelles de Gênes*, juin 2004, 8 p., A4
- *Dans le marécage. Limites et perspectives de la répression anti-anarchiste*, juin 2000, 50 p., A5

[Brochures disponibles dans toutes les bonnes distros.
Sinon, faites-les circuler vous-mêmes.]

Quelques mots d'introduction

A la mi-juillet 2016, le feu a été mis à une antenne-relais de Zurich, la sabotant ainsi pour plusieurs jours (et causant plus de 100 000 francs suisses de dégât). Cette antenne-relais servant d'antenne radio de secours pour la police municipale de Zurich est une infrastructure indispensable pour cette dernière, garantissant à la fois sa communication interne et contribuant au maintien de son contrôle et de l'autorité à l'extérieur.

Le lendemain de l'acte de sabotage, la police a procédé à plusieurs perquisitions dans différentes villes suisses. Selon les mandats de perquisitions, une « personne expressément suspecte » était recherchée, « des objets lui appartenant personnellement ayant été trouvés ». Cependant, les flics ont dû quitter les lieux les mains vides.

Depuis lors, la personne recherchée internationalement, un compagnon anarchiste, s'est envolée.

Avec la brochure suivante *Silence radio*, nous avons voulu rassembler par ordre chronologique différents articles déjà publiés en lien avec l'affaire évoquée ci-dessus, et qui pour la plupart sont tirés du journal anarchiste *Dissonanz* de Zurich. En ces temps frénétiques et saturés d'informations qu'il nous est donné de vivre, il n'est pas rare que des événements radicaux soient absorbés par le rythme de l'époque.

Silence radio signifie ici s'arrêter un moment, échapper au flux de faits-divers omniprésent, regarder en arrière, comprendre, réfléchir. L'intention va donc bien au-delà d'une rétrospective de quelques feuilles A4 destinée à informer toutes celles et ceux qui n'ont pas encore enten-

du parler de cette histoire. Tout en ayant conscience du risque de faire remonter la douleur paralysante liée au fait qu'un compagnon ne soit plus là, nous voulons néanmoins nous y confronter. Justement pour cela. Nous recherchons en effet un point de vue rétrospectif, le regard ouvert, plein de solidarité, de colère et de détermination, afin de suggérer à tou-te-s les irréconciliables avec la domination qu'agir aujourd'hui et maintenant est l'unique option dans une perspective subversive.

Silence radio signifie ici réunir les articles liés à l'affaire avec d'autres textes anarchistes publiés ailleurs et à d'autres moments afin de discuter d'une proposition pratique : l'attaque décentralisée, auto-organisée et anonyme contre des infrastruc-

tures de l'exploitation, du contrôle et de l'oppression. Afin de saboter la reproduction sociale du pouvoir – à travers ses infrastructures. Afin de faire remonter à la surface les conflits couvant dans la société et d'agir en leur sein. Afin de soutenir et d'alimenter les révoltes et les luttes locales ou de les prolonger, dans la perspective d'une extension sociale.

Pour cela, il est indispensable de se poser et d'approfondir les questions des méthodes et des moyens à choisir, du où et

du quand, comme de l'avant et de l'après, qu'implique une telle pratique de l'attaque.

En effet, là où les idées anarchistes fermentent et invitent à comploter sur des projets, des actes précis devraient suivre afin d'accélérer le cycle subversif lancé, tout en l'approfondissant – bien au-delà d'un silence radio ...

Nous souhaitons le meilleur au compagnon, où qu'il se trouve...

[Introduction de *Funkstille*, avril 2017]



Funkstille – Von Sabotage, Repression und Rauchzeichen aus der Klandestinität, Zurich (Suisse), avril 2017, 28 p.

L'ensemble des textes de *Silence radio* ont d'abord été publiés en allemand (sauf *Courage & De court-circuit...*). Les traductions ont soit été reprises du site cettesemaine.info/breves, soit effectuées pour l'occasion.

DING DONG - C'EST L'ETAT !

Dimanche 10 juillet 2016, de nouvelles perquisitions ont été menées à Zurich et Saint-Gall [suite à une manifestation sauvage à Bâle le 24 juin, où 14 personnes ont été arrêtées et incarcérées en prison préventive, il y avait déjà eu plusieurs perquisitions dans des villes de Suisse alémanique]. Cette fois, elles ont été au nombre de trois. De ce que nous avons pu comprendre, le mandat de perquisition a été autorisé par le procureur de Zurich pour les charges d'« incendie volontaire et autres ». Dans une note un peu plus détaillée du mandat de perquisition, il était évident qu'il s'agissait de l'« attaque incendiaire contre l'antenne de télécommunications Waidberg, 8037 Zurich » survenue au cours de la nuit de ce même dimanche.

Tandis qu'à Zurich les perquisitions ont été menées par des flics en uniforme et en civil, les services spécialisés de Saint-Gall ont profité de ce moment pour faire une session d'entraînement : c'est avec bélier, cagoules et mitraillette que des dizaines de Wannabe-Hollywood-Cops ont donné l'assaut lors de la perquisition, obligeant les occupants à s'allonger par terre et fouillant chaque pièce de fond en comble. En plus du résultat insatisfaisant pour eux – dans les trois cas ils ont dû repartir des lieux sans avoir chopé qui ils voulaient –, ils démontrent encore une fois à travers cette opération ce que la police est vé-

ritablement : le bras répressif de l'Etat, muni de tous les moyens pour le défendre et neutraliser les ennemis potentiels. Et tombent dans cette catégorie tous ceux qui n'acceptent pas d'avoir une telle autorité au-dessus de leur tête, tous ceux qui n'acceptent pas d'être privés de la richesse de la société, qui n'acceptent pas d'être aliénés, isolés et surveillés à travers la technologie, pendant qu'on nous vend l'illusion d'unité, de bonheur et de possibilités illimitées.

Si la raison invoquée dans le mandat de perquisition devait se rapporter à un événement qui s'est réellement produit, il est donc important de défendre cette attaque qui s'est dirigée contre une de ces structures qui permettent de transformer notre autonomie en une vie d'esclavage sous le règne des ondes radios des antennes.

Parce que tout incendie a besoin d'une étincelle*...

* Ndt : en allemand, *funkstation* est l'antenne, et *funken* est l'étincelle... d'où le jeu de mot entre étincelle/antenne.

[Publié dans
Dissonanz n°32, 20 juillet 2016]

DÉSARTICULER

LE MONDE DE L'AUTORITÉ

UN MOIS EST PASSÉ depuis l'attaque de l'antenne de Zurich-Waidberg, un mois de silence suspicieux du côté des médias et des autorités. Ce n'est que la semaine dernière qu'ont commencé à sortir les premiers détails, et on apprend par les médias que l'antenne en question n'était rien moins que le système radio d'urgence de la police de Zurich, qui devrait entrer en fonction au cas où le système radio normal ne fonctionnerait plus. Les câbles à la base de cette antenne ont été livrés aux flammes, causant des centaines de milliers de francs suisses de dommages, et la mettant hors service « pendant plusieurs jours », et on apprend aussi qu'un mandat d'arrêt international a été émis contre le compagnon recherché.

A la lumière de ces nouveaux faits, le silence qui a suivi ce sabotage ne nous surprend pas, parce qu'avec cette attaque, ce qui a été touché est un nerf à vif qui a mis dans l'embarras l'ensemble des forces de police de la ville de Zurich, en mettant en évidence sa vulnérabilité. Qu'aurait-il pu arriver si, à ce moment-là, pour une raison quelconque, il y avait eu une panne du système radio de la police ? Sans pouvoir utiliser la radio pour communiquer, transmettre des ordres et des informations, la police de Zurich se serait probablement

retrouvée sérieusement limitée dans sa capacité à se coordonner et à réagir, créant une situation favorable pour quiconque a des comptes à régler avec cette société. Mais faisons un pas supplémentaire.

Et si cela s'était produit lors de moments de tensions sociales, comme par exemple au cours des émeutes de Bellevue d'il y a quelques années ou celle d'Europa-Allee ? Sans pouvoir se coordonner, les forces de l'ordre se seraient retrouvées avec de sérieuses difficultés pour reprendre le contrôle de la situation et garantir un retour à la normalité. Ces émeutes, au lieu d'être des émeutes éclair de quelques heures, auraient peut-être eu assez d'oxygène pour se diffuser à travers l'espace et le temps. Même leur caractéristique aurait pu se transformer en quelque chose de différent : en créant une cartographie difficilement contrôlable par les autorités à cause de leur incapacité à se coordonner, elles auraient pu ouvrir de nouveaux espaces de réflexion.

Europa-Allee, et ensuite ? Que voulons-nous ? Comment voulons-nous vivre ? Des questions qui auraient trouvé des réponses pratiques et immédiates sur le moment. Le problème de la gentrification, par exemple, est lié au problème de la richesse, de ceux qui ont et ceux qui n'ont pas, et sans la protection des forces de

l'ordre, l'expropriation de la part de ceux qui n'ont pas aurait pu être une réponse. La révolte pourrait même aller bien au-delà du seul problème de la gentrification, mettant en cause la propriété privée, et avec elle une des racines mêmes de la société de l'autorité.

Face aux injustices et aux abus de cette société, nous nous sentons souvent impuissants. Au fond, transformer la société est un objectif quasi impossible, alors, que peut faire une simple personne ? Sans trop y réfléchir, nous nous abandonnons à des traditions, des rituels, des identités collectives et des répétitions d'actes simplement parce que c'est ce qui s'est toujours fait. La quantité de personnes descendues dans la rue, des dégâts causés et des flics blessés deviennent les paramètres de mesure du succès ou pas d'une manifestation. Nous ne voulons pas admettre que mesurer uniquement le côté quantitatif n'est rien d'autre qu'une illusion que nous nous créons pour continuer à réitérer les mêmes rituels. La logique du « dix aujourd'hui, cent demain » nous empêche de regarder plus loin que le bout de notre nez, de voir que quelque chose d'autre peut être fait, que même un petit acte peut changer plus drastiquement une situation que la répétition permanente de recettes « qui ont fait leur preuves ». Nous pensons qu'il est nécessaire de développer la capacité de regarder *au-delà* de tous ces rituels et de ces habitudes commodes qui atrophiaient notre capacité d'imagination, afin de trouver *également d'autres* manières d'agir.

Le silence qui a suivi cette attaque a donc été la feuille de vigne qui a tenté de couvrir une vérité simple : la supériorité numérique et en armement ne comptent pas beaucoup face à l'intelligence et à l'ingéniosité humaines. Un nœud de câbles livré aux flammes *au bon endroit* et *au bon moment* par une personne singulière ont le

pouvoir de désarticuler une armée entière, de transformer une situation qui peut sembler statique en quelque chose de *nouveau, de différent et d'imprévisible*. Maintenant, si on pense au fait que la société dans son ensemble ne peut fonctionner que grâce à la présence d'infrastructures qui permettent la circulation des flux, des informations, de l'électricité, des marchandises, des personnes, etc., au fait que ces infrastructures sont présentes partout dans l'espace physique, c'est un monde entier de possibilités *d'agir et interagir* qui s'ouvre sous nos yeux.

Ces derniers mois, on a vu comment un petit feu au bon endroit peut aussi paralyser « *la moitié de la Suisse* » [in *Dissonanz* nr. 30*], comment les câbles d'une antenne brûlée peuvent mettre hors d'usage une partie du système de communication de la police : qu'aurait-il pu arriver si ces sabotages s'étaient produits à des moments particuliers en interagissant avec d'autres événements ?

L'Etat, l'économie et l'autorité ne sont pas du tout abstraits et intouchables, il suffit d'en trouver les points faibles, il suffit d'un peu d'esprit et d'imagination.

Pour qui sait où regarder, le roi est nu et vulnérable.

Au compagnon en fuite, nous souhaitons bonne chance, où qu'il soit.

* Ndt : *Tout paralyser*, paru dans *Dissonanz* n°30 du 22 juin 2016, est une réflexion à partir de l'incendie d'un puits de câbles du transport ferroviaire la nuit du 7 juin 2016 au nord de Zurich. On peut lire une traduction en français sur : <http://cettesemaine.info/breves/spip.php?article1764>

[Publié dans *Dissonanz* n°34, 17 août 2016]

NI INNOCENTS, NI COUPABLES

*Appel à une rencontre à propos des nouvelles opérations répressives de l'État Suisse
(Zurich, 20 août 2016, 14h, Kernstrasse n°14).*

Le 24 juin, après une manifestation sauvage à Bâle, 14 compagnon-ne-s ont été arrêté-e-s. Les jours suivants, la police a mené des perquisitions dans plusieurs endroits où les personnes étaient domicilié-e-s. 7 de ces personnes se trouvent encore en détention provisoire.

Le 10 juillet, quatre perquisitions supplémentaires ont eu lieu à Saint-Gall et Zurich. Sur le mandat de perquisition, la raison était un incendie volontaire d'une antenne de télécommunication. À côté de la récolte de possibles preuves, la perquisition visait aussi à trouver une personne spécifique. La personne n'a pas été retrouvée jusqu'à aujourd'hui.

Voilà seulement les derniers événements d'une série de cas répressifs. En raison des prétendues crises des dernières années, les États européens cherchent toujours plus à neutraliser leurs ennemis, ou ce qu'ils entendent comme tels, en utilisant la raison du « danger terroriste », non seulement à l'intérieur de leur frontières mais aussi à l'extérieur. Les milieux militants et anarchistes ne sont pas épargnés par ces procès.

Nous trouvons important de discuter sur ces changements/intensifications, mais aussi de les questionner de façon critique. Nous proposons une rencontre entre compagnon-ne-s anarchistes et anti-autoritaires pour parler de cette question.

Cependant, il ne doit pas s'agir de « trouver des solutions techniques », de lécher nos plaies ou de reculer dans la défensive. Cette rencontre se veut une tentative d'analyser ensemble la situation, de partager des informations afin de nous renforcer réciproquement pour contre-attaquer.

Nous pensons qu'il est important de poursuivre avec détermination une pratique active de destruction de cette société. L'État cherche à nous arrêter, à nous atomiser, à nous faire peur, mais nous continuerons nos projets et nos luttes.

Nos compagnon-ne-s en prison ou en cavale ne sont pas seul-e-s. Nous sommes avec eux/elles, côte à côte, et poursuivons la pratique dont ils sont accusés.

Quelques anarchistes

LETTRE D'UN COMPAGNON

PARTI DANS LA NATURE

Lettre sortie après la rencontre anti-répression du 20 août 2016 à la Kernstrasse.

Chers compagnons,

Je vais parler brièvement de ma situation personnelle, pour laisser ensuite suffisamment de place notamment à la question du rôle concret et général de la répression et de la manière dont nous voulons l'affronter.

Depuis le 10 juillet 2016 et du fait d'être recherché sans relâche par l'État, je suis contraint d'éviter la vie publique – y compris l'ensemble de mes relations sociales, mes lieux familiers, ainsi que des espaces de lutte s'organisant de manière ouverte et autres initiatives contre la domination. Autant de choses, sinon toutes, que j'aimais et qui me tenaient à cœur. Cependant, la répression étatique avec ses moyens hautement technologisés a elle aussi des limites ; elle est condamnée à s'arrêter précisément là où elle voudrait faire mouche pour éliminer ses ennemi-e-s – c'est-à-dire aux idées, des idées que pour ma part je me suis appropriées au cours des années et qui sont devenues une partie inséparable de ma personne. Des idées qui rêvent d'un monde autre, bien loin de l'État et du Capital ; loin de toutes les structures

autoritaires dominantes et fustigeantes, des idées qui reposent au contraire sur la solidarité et le soutien mutuel et désirent lutter pour la liberté sans limite et le développement de toutes et tous. Ce sont ces idées, en constante évolution avec moi-même, que l'État ne pourra jamais éliminer ou faire taire et qui soutiendront toujours la révolution sociale. Et me voilà déjà en plein dans le sujet réel.

La dernière vague répressive de l'État contre des individus subversifs n'a à mon avis rien d'extraordinaire, pas plus qu'elle n'indique un changement de cap politique à l'encontre de conceptions anti-étatiques. Elle résulte bien plus de l'essor, tout au long de plusieurs années, d'actes rebelles, d'actions directes et de sabotages ciblés justement contre ce système de domination. Un système qui s'emploie au quotidien à dissimuler les monceaux de cadavres qu'il produit sous les tapis persans du commerce équitable et à détourner notre attention vers les panneaux publicitaires lumineux. Un essor d'actes subversifs donc, qui incarnent simplement des idées mises en acte. La répression n'est ni un signe que nous deviendrions trop dan-

gereux pour l'État, ni une réaction émotionnelle de sa part qui lui poserait ensuite problème. C'est un moyen dont dispose l'État pour se maintenir en place, ainsi que son ordre imposé. Et toutes celles et ceux qui s'opposent à cela sont nécessairement confrontés un jour ou l'autre à la répression. Cependant, cette dernière ne repose pas uniquement sur la force brute : depuis des années, l'État amoncelle des montagnes de dossiers sur des individus et des contextes qui le combattent, afin de pouvoir classer, évaluer et surveiller ses ennemis ; dans le but d'utiliser leurs faiblesses, d'apprendre à lire en eux et d'agir en conséquence. C'est aussi cela la répression.

Le mois dernier, différentes erreurs et de mauvais hasards de la part de ses ennemis ont offert à l'État la possibilité de quitter son masque tolérant, d'activer ses connaissances accumulées et de faire sentir crûment et durement sa répression à des forces subversives. Car il en a fait usage : il nous a volé des amis et compagnons ; il a fait irruption –parfois lourdement armé– dans nos espaces et autres domiciles privés, il a terrorisé au quotidien, poursuivi et interrogé avec force tracasseries et en tentant de les intimider des compagnons et d'autres personnes, et il nous a privés, le compagnon emprisonné [suite à la manif sauvage de Bâle] et moi-même, quoique de manière très différente, de sa prétendue liberté.

Les questions qu'il faut nous poser dans cette situation n'ont pourtant rien de nouveau, ni de plus urgent qu'il y a deux mois. Seule la réalité actuelle nous les fait apparaître comme telles. Par ce genre d'opération et en répandant la peur, l'État vise bien-sûr à réduire ses ennemis au silence et à la nervosité, à imposer un recul des idées – et des actes qui en découlent – dans l'espace public et à provoquer un travail an-

ti-répressif défensif : ce sont des dangers connus contre lesquels nous ne sommes pas immunisés. Un débat est donc nécessaire pour affronter ces écueils. Il ne s'agit pas pour moi d'élaborer ici un système de valeurs artificiel qui dirait quelle activité révolutionnaire est prioritaire. Ce qui m'importe, c'est une discussion collective sur la manière dont les activités et les interventions anarchistes se sont développées au cours de ces dernières années, quels effets elles ont eu socialement et sur les pas suivants. Une analyse du durcissement général et de la répression étatique est aussi nécessaire, afin d'identifier là où des champs de tension pourraient s'imbriquer, et où une intervention anarchiste pourrait faire sens. En effet, la répression actuelle dirigée contre nous doit être comprise au niveau social, tout comme il faut y répondre socialement.

Evidemment, il est important de mettre des grains de sable dans cette machine, mais les questions de quand, où, comment, avec qui et avec quel effet souhaité le sont tout autant. Nous les poser et y apporter des réponses nous donne la capacité de ne pas nous contenter de réagir de manière symbolique à des événements, mais de créer avec nos actes de vrais nouveaux moments qui ne peuvent être ignorés et qui s'opposent diamétralement à la normalité fonctionnelle. Un dysfonctionnement du quotidien recèle toutes sortes de possibilités, et serait une réponse adéquate à des représailles contre nous ou d'autres. Pour pouvoir expérimenter une nouvelle réalité, l'ancienne doit en effet d'abord être mise hors-circuit.

Solidairement et en pensées avec vous,
votre compagnon de nulle part

[Texte paru sur internet et reproduit dans *Dissonanz* n°37, 29 septembre 2016]

EN CAVALE DEVANT L'AVENIR

UN TISSU NOIR. Une grande inconnue. Quelque chose qui depuis peu me fait peur : l'avenir. Jusqu'à présent, celui-ci a joué dans ma vie un rôle très pragmatique. Il m'obligeait à acquérir des instruments tels que la planification, l'efficacité, le calcul pour organiser mon quotidien révolutionnaire de la manière la plus satisfaisante possible. Ce pragmatisme m'a aidé à n'arrêter mes pensées sur le futur qu'à de rares moments, ainsi qu'à ne guère ressentir de crainte ou de malaise face à lui. Naturellement, ces sentiments m'envahissaient aussi parfois lorsque je laissais s'approcher de moi la folie qui domine ce monde, ou quand un événement radical venait perturber ma vie. Pourtant, je me disais toujours qu'il ne sert à rien de se mettre la tête dans le sable. Car cela ne changerait rien au fait que nous sommes dans un désert de solitude, d'aliénation et de production de la misère et que pour changer cela, l'action directe de chaque individu reste nécessaire, afin de saper ce désert avec détermination, rage et solidarité, afin de créer quelque chose qui repose sur des bases antiautoritaires et ne tolère jamais la coexistence avec le pouvoir, ni l'exercice de l'autorité.

Poussé par la volonté de mettre en pratique ce que j'ai décrit ci-dessus, les doutes, les peurs et le malaise face à l'avenir se voyaient relégués sur le banc de touche. Tout ce qui était lointain ne m'a jamais vraiment intéressé.

Pourtant, depuis que je suis en cavale face à la loi, mon rapport personnel à la question de l'avenir a radicalement changé.

Comme j'ai été arraché du jour au lendemain à mon quotidien habituel et que j'ai donc dû tout laisser derrière moi, mises à part mes idées subversives, je me trouve maintenant dans une situation dans laquelle je dois me faire des idées de fond sur mon avenir proche et lointain. Dans les deux cas, c'est l'incertitude qui me fait peur, et qui en même temps me permet de mieux me connaître.

Enfin je comprends aussi avec le cœur pourquoi des réfugié-e-s avec lequel-le-s j'ai lutté n'attachent que peu d'importance à l'avenir et placent cependant tous leurs espoirs en lui. Car à peine prend-on conscience qu'on nous a volé notre avenir, que celui-ci devient quelque chose qui manque, même s'il n'a jamais été là. Un paradoxe, qui ferait presque naître un sourire fatigué. Il ne s'agit donc pas d'une simple fuite face à la loi, mais d'une cavale devant l'avenir, que cette circonstance fait apparaître comme si incertain et étranger et qui ne garantit aucune sécurité. Un avenir qui doit quasiment se passer de passé – sans histoire, sans identité.

Pourtant, en tant qu'anarchiste, je ressens comme une nécessité et un défi le fait de faire face à cet inconnu et de prendre l'eau froide dans laquelle je suis contraint de sauter comme un rafraîchissement élargissant l'horizon. En effet, dans ma situation, il est d'une importance vitale de garder la tête froide et le cœur chaud.

[Texte paru sur internet et reproduit dans *Dissonanz* n°39, 10 novembre 2016]



≈ Quelques réflexions ≈
pour continuer en chemin

COURAGE

Hors Service (Bruxelles) n°38, juin 2013

Sans courage, aucune révolte n'est possible. La révolte exige qu'on franchisse un seuil, et on sait d'avance que le pouvoir n'appréciera guère un tel pas. Pour franchir ce seuil, il faut non seulement ressentir l'injustice et l'oppression, non seulement être dégoûté de toutes les mesquineries qui traversent cette société de fric et de pouvoir, mais il faut aussi oser.

Ici, je ne parle pas du courage comme on l'entend souvent, le courage de celui qui frappe en premier, de celui qui montre ses muscles. Je parle du courage de se regarder avec lucidité dans un miroir, l'audace d'avoir des idées à soi et de les assumer. Le courage est facile quand on va dans le même sens que la masse amorphe, de la société ou de la morale dominante.

Mais ce n'est pas le véritable courage : ça, c'est le « courage » du soldat qui exécute des ordres, celui du mouton qui bêle avec le troupeau. C'est exceller dans l'obéissance. Ce que j'entends, moi, par « courage », c'est oser aller à contre-courant, avoir le courage de ses propres idées et ne pas reculer devant les conséquences logiques de ces mêmes idées. Si, par exemple, on est contre l'oppression, tout en sachant que cette oppression dérive notamment de l'État (peu importe qu'il se nomme démocratique, dictatorial, populaire, islamique, socialiste ou catholique, car tout État enferme, punit, réprime, contrôle, impose, extorque, torture, exploite), on peut alors faire deux choses. Soit se dire qu'on ne peut pas affronter un monstre de

la taille d'un État, et donc se résigner puis enfouir ses idées quelque part ; soit se dire franchement : si je suis contre l'oppression, je dois faire tout ce que je peux pour le détruire. Et pour ce faire, il faut avoir le courage de persévérer dans cette idée, dans cette conviction, malgré l'éventuelle répression, prison, exclusion sociale ou incompréhension de son propre entourage.

Le courage, ce n'est donc pas avoir de grosses couilles et appuyer sur une gâchette. Cela, n'importe qui peut le faire, et en premier lieu le si détestable policier. Le courage, c'est de suivre son propre chemin en affrontant, avec audace, les obstacles qui se présentent devant nous. C'est faire ce que tu penses juste, correct, cohérent, alors que tout le monde te le déconseille ; c'est ouvrir sa bouche quand tout le monde la ferme ; c'est attaquer ce qui nous rend esclave (le travail, la prison, l'école, la consommation), même quand les autres esclaves sombrent sans broncher dans leur soumission.

C'est pour cela que la révolte n'est pas possible sans ce courage dont je parle, qui n'est pas non plus celui du martyr qui se sacrifie, mais celui de l'individu qui prend sa vie en main. Ce courage, je le découvre chez d'autres individus quand ils ne trimbalent pas mille excuses pour ne rien faire, quand ils n'invoquent pas la toute puissance du patron, du politicien, du flic pour légitimer la passivité ambiante, quand ils osent se mettre en jeu pour lutter pour la liberté, la leur et celle de tout le monde. Il est rare, ce courage, mais il n'est pas hors

de portée, il n'est pas inné. En empruntant le difficile chemin de réfléchir, de discuter, de s'efforcer d'identifier les sources de l'exploitation et de l'oppression, en s'inspirant de la révolte d'autres individus, et en palpant la solidarité qui défie les lois, ce courage pourra même enflammer nos cœurs.

PARLONS D'ATTAQUE

Fernweh (Munich) n°12, décembre 2014

L'Etat a un intérêt évident à ce que certaines informations sur des faits marquant le refus de la domination soient rendues le moins publiques possible. La police contrôle le flux de l'information afin d'empêcher la diffusion par ses canaux (les médias) des hostilités et des attaques qui en découlent. Mais si nous voulons sérieusement bouleverser ce monde, ou ne serait-ce que ne pas l'accepter et ne pas être complices de ces misères, de la domination, de l'Etat, il nous faut parler d'attaque.

I.

Les attaques se dirigent contre les manifestations de ce monde de domination. Contre des structures fixes telles que les administrations, les institutions, des bâtiments, des infrastructures, des églises, des édifices gouvernementaux, des tribunaux, des taules, la police, la machine à exploiter et à expulser. Mais comme les rouages de ce monde de domination ne fonctionnent pas sans les personnes qui, bon gré mal gré, se mettent au service de cette idéologie et jouent leur rôle dans le maintien de notre oppression et dans la gestion de cette organisation sociale, la domination ne consiste pas seulement en des struc-

tures physiques à détruire. Le pouvoir n'est pas un bourreau qui trône au-dessus de nous, guettant les délits commis contre les règles de la domination. Le pouvoir est un rapport, il réside dans le tissu social qui compose et détermine nos relations. Les attaques doivent donc s'adresser aux rapports entre nous et aux rôles que nous y prenons, en affirmant l'existence d'individus autonomes et de leur volonté. Elles doivent aussi se diriger contre toutes les idées qui font fonctionner ce monde de domination, comme la morale, la religion, la propriété, les notions et jugements de bien et de mal et les abstractions qui se présentent comme des valeurs extérieures à nous. Même si beaucoup de ces idées ont besoin d'une structure effective pour nous imposer leur existence tout en tirant leur poids de l'acceptation, lorsqu'on les refuse (y compris si l'on doit accepter leurs conditions), les attaques doivent être préparées à plusieurs niveaux. Certains objectifs sont plus simples à reconnaître et les moyens à utiliser clairement visibles, alors que pour d'autres, davantage de tact et de réflexion sur la manière et l'endroit sont nécessaires.

II.

Une attaque interrompt le cours normal d'un aspect du monde ou touche l'environnement de la structure qui en dépend. Une attaque crée une brèche et ouvre un moment, un espace temporel ou un terrain pour quelque chose de nouveau. Elle peut ouvrir la possibilité d'avoir soudain le temps et l'énergie de se confronter à autre chose, là où, dans un moment sans interruption, seul penser au travail et être lessivé étaient à l'ordre du jour. Une attaque de grande ampleur, sous la forme d'une insurrection peut aussi libérer le terrain des contraintes et des exigences de la domination et rendre ainsi possible, ne serait-ce que momentanément, l'expérimentation de nouveaux rapports. Une attaque peut cependant aussi n'être qu'une petite coupure dans la chair de la normalité et de la routine dans lesquelles nous sommes pris au quotidien et ne causer que peu de tension, être une sorte de lueur d'espoir ou correspondre à la nécessité de survivre sans avoir recours aux offres de réinsertion promues par ce monde. Ce monde joue un jeu hypocrite. Tantôt il nous oppresse par tous les moyens, tantôt il nous couvre de propositions de compensations pour nous en consoler. Le chemin pour affirmer sa dignité et son individualité passe par le fait de rejeter les offres de réconciliation et d'attaquer de toutes ses forces.

III.

Les attaques laissent des traces dans le quotidien. Elles laissent des traces montrant à celles et ceux qui éprouvent aussi ce refus mais n'ont pas encore trouvé le courage d'exprimer leur rage, que le monde est plein de complices anonymes dans la lutte, que personne n'est seul. Et plus important encore, ces traces et récits d'attaques montrent que ce monde n'est pas le seul horizon possible, qu'il peut être changé, que cette possibilité est toujours là, aussi désespérée que la situation

puisse sembler. Une attaque est toujours le début d'une communication sur les manières d'attaquer et les objectifs qui existent. Une attaque est un appel à tout le monde à se retrousser aussi les manches et à se rebeller à sa manière. Dans ce sens, une attaque ne reste jamais un acte isolé, même si son existence n'est pas reconnue dans les médias. Elle fait partie d'un conflit dans lequel les flics et les médias se trouvent clairement dans le camp ennemi. Par conséquent, nous ne pouvons avoir pour but de nous voir représentés et mis en lumière par la médiation déformée et conformiste de la presse. Car cela ne ferait que perdre la force potentielle qui se trouve dans chaque acte de révolte.

Pourquoi devrais-je attendre une éternité, jusqu'à ce que quelqu'un sans péché me lance la première pierre ? Ne devrais-je pas, moi le « pécheur », la « mauvaise graine », jeter la première pierre sur ce qui prétend me dénoncer comme pécheur ?



DE COURT-CIRCUIT EN BLACK-OUT SOCIAL

Contribution en vue de la rencontre anarchiste internationale de Zurich
10/13 novembre 2012

Les structures de la domination et de l'exploitation ne sont pas invariables. Elles changent et se transforment au cours de l'histoire pour des raisons liées à leur propension à se perpétuer, et donc en rapport direct et indéniable avec la conflictualité sociale. Si jusque dans les années 70 on pouvait percevoir de fortes tensions et des turbulences importantes dans la sphère productive, se cristallisant logiquement sur le terrain des grandes usines ou au moins avec tous les regards tournés vers là, aujourd'hui, dans la vieille Europe, la conflictualité semble s'être « déplacée » vers d'autres sphères. Il n'empêche que l'exploitation continue, au travail comme ailleurs, certes de manière différente, certes plus « décentralisée », certes mieux protégée contre d'éventuelles remises en question depuis « l'intérieur ».

Il s'agit donc aujourd'hui de poursuivre, d'actualiser et d'approfondir l'analyse des structures du pouvoir et de l'exploitation. Les vieux modèles ont déjà été abandonnés, même si certains continuent encore à croire à la constitution en force du « prolétariat » et à son affirmation au sein de la sphère productive. Une analyse « nouvelle » a déjà été entamée il y a des dizaines d'années, mais il semble qu'un pas supplémentaire s'impose aujourd'hui.

Le fondement de l'exploitation, ou mieux, de sa perpétuation, réside dans la re-

production sociale. Il y a non seulement l'évidente recherche de pouvoir et d'accumulation, mais les conflits cantonnés à l'intérieur de sa logique reproduisent aussi l'ordre des choses. Force est de constater que le travailleur produit l'exploitation et que l'exploitation reproduit le travailleur. Tout comme le citoyen produit le pouvoir et que le pouvoir reproduit le citoyen. Les possibilités de briser ce cercle infernal ne se trouvent plus là où les vieux livres du mouvement révolutionnaire les situaient, ni dans une nouvelle version d'un processus lent et infini de prise de conscience, mais ailleurs. Et c'est cet *ailleurs insurrectionnel* qu'il nous faut analyser et expérimenter. L'exploitation – et donc la reproduction sociale – ne suivent plus des lignes concentrationnaires comme elles ont pu le faire dans le passé. Finis les grands complexes industriels avec leur création d'ouvriers capables de se reconnaître entre eux ; finis les quartiers ouvriers où une communauté d'intérêts rendait possibles de virulents combats ; finies les grandes associations de lutte capables d'enthousiasmer et de mobiliser des milliers de gens. Aujourd'hui, l'exploitation s'est diversifiée et décentralisée à un tel point qu'elle rend impossible l'émergence d'un sujet collectif, d'un « prolétariat », sans que cela ne signifie évidemment qu'il n'y aurait plus de « prolétaires ». L'exploitation ne tend plus à se concentrer dans une grande structure, mais à disséminer de petites structures sur

l'ensemble du territoire, reliées entre-elles par des réseaux d'énergie et de communication qui permettent la production à flux tendu et une reproduction serrée de la domination. Si la société actuelle ressemblait à une grande prison à ciel ouvert, ses barbelés seraient en fibres optiques et ses miradors seraient plutôt les relais de communication.

Si nous soulignons cette évolution, ce n'est pas par simple curiosité et envie de comprendre pourquoi la conflictualité sociale ne suit plus l'ancien schéma bien ordonné de la lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie, deux blocs bien identifiables se disputant autour d'une forteresse, mais plutôt pour découvrir des axes d'intervention, des points où il est possible d'attaquer l'exploitation, et donc la reproduction sociale. Selon nous, ces axes se trouvent notamment dans les infrastructures dont l'économie et le pouvoir dépendent. Cette infrastructure décentralisée et hautement complexifiée a rendu possibles les nouvelles formes d'exploitation (il suffit de penser à la nécessité actuelle d'être joignable à tout moment par portable dans la logique de la flexibilisation du travail), et c'est donc là que l'exploitation d'aujourd'hui peut être attaquée. Les câbles de fibres optiques, les réseaux de transport, l'alimentation énergétique, les infrastructures de communication comme les relais de portables : voilà tout un champ d'intervention qui est par nature incontrôlable, où il n'y a plus aucun centre à conquérir ou position à tenir, où la décentralisation implique par la logique des choses une organisation décentralisée, informelle, en petits groupes, de l'attaque.

De nombreuses personnes ont indiqué la vulnérabilité de ces infrastructures, mais il reste encore beaucoup de travail de clarification et d'indications à faire. On pourrait

déjà commencer à accueillir et à approfondir les suggestions pratiques qui émanent de la conflictualité contemporaine. Au lieu de se focaliser sur les affrontements avec la police, on ferait par exemple mieux de regarder comment l'infrastructure est attaquée dans certaines émeutes dans les métropoles et leurs périphéries : sabotages de l'éclairage public, incendies de générateurs et de transformateurs électriques, sabotages d'axes de transports ferroviaires ou du réseau des transports en commun. Une analyse actuelle de la métropole ne saurait ainsi négliger l'importance des transports (d'êtres humains, de marchandises, d'informations). Mais le travail de clarification ne peut s'arrêter là. On a besoin d'indications précises, d'analyses précises et de connaissances techniques précises.

Bien évidemment, la possibilité et la nécessité de l'attaque diffuse contre les infrastructures du pouvoir n'a que peu de sens si elle n'est pas intégrée dans une projectualité plus large. Même s'il est toujours bon et adéquat de saboter, il ne faut pas oublier que pour toute chose, il y a un avant, un pendant et un après. Si des fissures dans la normalité, dans la reproduction sociale, offrent des possibilités, alors il faut déjà les imaginer à l'avance. Que faire en cas de coupure d'électricité ? Que faire quand les transports en commun ne fonctionnent plus et génèrent un chaos incroyable au sein d'une ville ? Cependant, il ne faudrait pas considérer toute cette question d'infrastructures comme quelque chose de séparé des autres terrains d'affrontement. Cette question peut être intégrée dans n'importe quel projet de lutte. Si la conflictualité est aujourd'hui disparate et diffuse, sans terrain « central », il ne s'agit pas de retrouver ou de reconstruire une centralité qui unirait les hostilités diffuses dans un seul projet révolutionnaire, mais de créer et de jeter des ponts entre

les différentes conflictualités. Une attaque précise contre les infrastructures a par exemple toujours des conséquences plus amples qu'un seul aspect du pouvoir. Dans une émeute, couper l'éclairage d'un quartier ne sert pas seulement à rendre plus difficiles les avancées des forces de l'ordre, mais aura des échos bien au-delà de toute considération technique du moment. On ne vit pas pareil lorsqu'il fait plus sombre. Cet aspect est encore plus éclatant par rapport au réseau énergétique, où les conséquences iront souvent bien au-delà du premier objectif imaginé.

Ensuite, il ne s'agit pas de prendre ces réflexions et suggestions comme des prétextes à une grande conspiration technicienne qui plongerait les villes dans le noir, ou plutôt, comme ce serait le cas aujourd'hui, dans un *black-out* d'informations et de communications. Ce qu'il s'agit d'élaborer, ce sont des projectualités, même modestes, qui indiquent cette possibilité d'attaque à tous ceux qui veulent lutter sur une base radicale, et donc pas aux seuls révolutionnaires. Aborder la question de manière militariste, prôner à nouveau la centralisation face à la dissémination, réfléchir le tout en termes d'« efficacité », revient à n'avoir strictement rien compris à ce qui a été dit. Ce qui est « nouveau » aujourd'hui, ce n'est par exemple pas la possibilité de s'attaquer à une centrale électrique pour plonger une ville dans le noir, mais la possibilité de s'attaquer *partout* au réseau électrique intégré et disséminé. Cette possibilité-là ne demande pas de grandes organisations ni de formalisations de la tension subversive, elle permet des attaques directes, simples et facilement reproductibles.

S'il est vrai que la stabilité de l'ordre établi est en train de s'éroder depuis quelques années, s'il est vrai que la disparition des vieux modèles de lutte et des organisa-



tions de médiation est suivie de nouvelles formes de conflictualité sociale, beaucoup moins contrôlables et beaucoup plus sauvages, il nous faudrait porter notre attention théorique et pratique sur ce qui pourrait contribuer à étendre ce marécage incontrôlable. Dans ce marécage, nul ne peut garantir que ce soient les idées anarchistes et la liberté qui l'emporteront, mais ce qui est sûr, c'est que c'est déjà un sol beaucoup plus fertile pour ces désirs-là.

Quelques sapeurs de l'édifice social

Quelques mots d'introduction – avril 2017 3

• 2016 •

A propos du sabotage d'une antenne de police

Ding Dong – C'est l'Etat ! 5

Désarticuler le monde de l'autorité 6

Ni innocents ni coupables 8

Lettre d'un compagnon parti dans la nature 9

En cavale devant l'avenir 11

• *Quelques réflexions* •
pour continuer en chemin

Courage
(juin 2013) 14

Parlons d'attaque
(décembre 2014) 15

De court-circuit en black-out social
(octobre 2012) 17